

# EUROPE INFO HEBDO



## EX-SOVIÉTIQUES, MIGRATIONS ET RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,  
Iris HERBELOT,  
Fjollë IBRAHIMI,  
Tom LANDFRIED.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## ÉLECTIONS, MOLDAVIE, GÉORGIE, ÉLARGISSEMENT, **REFEPHANTOM**

Difficile d'y voir clair dans ce flou dont on ne sait plus s'il est savamment orchestré ou si les représentants politiques et les citoyens démontrent une peur panique. Alors que la poignée de main du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avec le président aux commandes de l'invasion russe d'Ukraine, Vladimir Poutine, jette un discrédit largement compréhensible sur l'Organisation internationale chargée du maintien de la paix avec, les scrutins organisés en Moldavie et en Géorgie ces derniers jours donnent surtout l'impression que le système du vote ne convainc plus, tant il est manipulé.

- Dans les deux ex-Républiques soviétiques, les scrutins des 20 et 26 octobre 2024 sont liés aux destins européens des deux candidats à l'UE.
  - C'est parfaitement clair et assumé en Moldavie qui organisait, ce 20 octobre, un référendum relatif à l'adhésion du pays à l'Union, et le premier tour de l'élection présidentielle au suffrage universel direct.
    - Maia Sandu, offre une médiatisation inédite à son pays depuis qu'elle affirme clairement son opposition aux ambitions du Kremlin ([V. EIH](#)).
    - Élue en 2020 sur un programme europhile et anti-corruption, elle brigue donc un second mandat pour mener à bien les négociations d'adhésion à l'Union.
    - Elle remporte le 1<sup>er</sup> tour avec 42% des suffrages au premier tour et affrontera le socialiste Aleksandr Stoianoglo, le 3 novembre.
  - 49% des électeurs se sont rendus aux urnes pour participer au référendum et 50,4% d'entre eux ont voté en faveur de l'intégration européenne en tant qu'objectif dans la constitution.
    - Cela signifie que 75 % du total des électeurs ne s'est pas prononcé en faveur de cet objectif (contre, ou abstention).
- L'ambition européenne figure déjà dans la constitution géorgienne, il n'est plus nécessaire de formaliser par un référendum, mais la présidente Salomé Zourabichvili présente ces élections législatives comme un "référendum sur l'Europe".
  - En effet, il semble clair que le parti Rêve géorgien au pouvoir depuis 2012 semble surtout occupé à y rester.
    - Pour cela, il semble qu'il préfère garantir un soutien de Moscou.
    - Et consécutivement, il sape méthodiquement toute avancée vers l'Union. ([V. EIH](#)).
  - Immense déception pour les quatre partis d'opposition qui avaient accepté de coopérer dans un front uni vers l'adhésion à l'Union et ne cumulent que 37,58 % des suffrages.
    - V. Orban est le premier représentant étatique à saluer la victoire du parti Rêve géorgien rapporte Radio Free Europe Radio Liberty.
  - Les dénonciations quant au déroulement du scrutin pleuvent depuis, relate le Courrier international.
    - Loin d'être révélateur de la déception du camp "anti-russe", les organisations internationales ont fait part de leur inquiétude.
    - La présidente Zourabichvili déclare sur X que admettre les résultats de ces élections "revient à reconnaître l'invasion russe et l'assujettissement de notre pays".



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

MIGRATIONS, ITALIE, FRANCE, POLOGNE,

## TRENDS

L'Europe traîne sa schizophrénie migratoire comme un fardeau (cf. [EIH 10/9/23](#)). Sous la pression d'opinions publiques de plus en plus hostiles à l'accueil de nouveaux migrants, les gouvernements européens cherchent à convaincre leur électeurat qu'ils agissent, quitte à mettre en tension le respect des droits humains et leurs finances publiques déjà mal en point. Car la solution imaginée par les conservateurs britanniques, de délocaliser le traitement des demandeurs d'asile (au Rwanda en l'occurrence) s'est imposée comme une référence (cf. [EIH 12/6/23](#), [EIH 26/11/23](#), [EIH 24/3/24](#)).

- Cependant, au cours des neuf premiers mois de 2024, les franchissements illégaux détectés aux frontières de l'UE ont chuté de 42 %, selon Frontex.
  - Des baisses significatives ont été observées sur les routes des Balkans occidentaux (-79 %) et de la Méditerranée centrale (-64 %).
  - En revanche, les passages en provenance d'Afrique de l'Ouest (en particulier les Canaries, cf. [EIH 5/11/23](#)) ont doublé et ceux aux frontières terrestres orientales de l'UE ont presque triplé.
    - Une situation que la Pologne, principale destination, n'a pas hésité à assimiler aux tentatives de déstabilisation d'une guerre hybride menée par les voisins russes et biélorusses.
  - La plupart des traversées irrégulières ont eu lieu par la Méditerranée et la Manche.
  - Les principaux pays d'origine des migrants sont la Syrie, le Mali et l'Ukraine.
- Peu importe dans quelle mesure la migration est considérée comme un problème, les pays ont des approches différentes.
  - Le gouvernement polonais a officiellement adopté une nouvelle stratégie migratoire plus stricte.
    - La nouvelle approche du gouvernement, annoncée par D. Tusk samedi sous le titre de travail « Reprendre le contrôle, assurer la sécurité », a été critiquée pour inclure une suspension territoriale temporaire des droits d'asile.
    - De nombreux responsables politiques considèrent comme légalement discutable.
    - Qu'ils soient du même camp ou de l'opposition, ils considèrent que la suspension des droits d'asile, même temporairement et territorialement, pourrait violer la Convention de Genève.
  - L'Italie, en tête, ainsi que d'autres pays de l'UE, font pression pour normaliser les relations avec la Syrie afin de faciliter l'expulsion des migrants, malgré les violations des droits de l'Homme commises par le régime Assad.
    - Le Premier ministre italien, Giorgia Meloni, s'est déclarée favorable à une révision des stratégies de l'UE pour permettre le retour des réfugiés syriens.
    - Néanmoins, de nombreux pays de l'UE, dont les Pays-Bas où l'extrême-droite l'a pourtant emporté, s'opposent à tout engagement avec la Syrie, invoquant des problèmes de sécurité.
    - La remise en question des droits fondamentaux pour arriver à ses fins en matière de gestion des flux migratoires, en témoigne l'interminable accord avec l'Albanie, n'est définitivement pas un frein pour le gouvernement Meloni.
  - Le projet de nouvelle loi sur l'immigration en France attire l'attention : encore une.
    - D'ailleurs, Gabriel Attal, ancien Premier ministre et chef de file des députés macronistes, a exprimé son scepticisme quant à la pertinence d'une telle réforme, soulignant qu'elle n'est pas prioritaire.
    - Il rappelle qu'une loi a déjà été adoptée il y a moins d'un an, avec des mesures qui n'ont pas encore été mises en œuvre.
    - Thibault de Montbrial, avocat français, a de son côté souligné l'importance d'une réforme de l'immigration.
    - L'une des mesures proposées consiste à allonger la durée maximale de détention de 90 à 210 jours, un point pourtant déjà abordé dans une loi de 2018.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

BRICS, ONU,

## TO HIT A BRICS WALL

Les observateurs le soulignent depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie : les forces révisionnistes de l'ordre international, hérité de 1991 et dominé sans partage par les États-Unis, gagnent en dynamique. Avec l'impuissance de l'ONU à enrayer l'escalade au Proche Orient (cf. [EIH 20/10/24](#)), et les limites évidentes de l'UE prisonnière de ses contradictions migratoires ou géopolitiques, c'est aux sommets des BRICS que l'actualité des relations internationales semble se développer (cf. [EIH 17/4/23](#), [27/8/23](#), [2/9/23](#), [17/9/23](#) etc.).

- Du 22 au 24 octobre a eu lieu, à Kazan en Russie, un sommet des "BRICS".
  - Un acronyme dépassé aujourd'hui, puisque les cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) des débuts il y a seize ans sont maintenant le noyau du forum du "global south",
  - Ce forum cherche année après année à équilibrer la prééminence (particulièrement économique et monétaire) des États-Unis.
    - Un élargissement de portée signifiante pour l'ordre mondial souligne le Carnegie center.
- Réunis à Kazan, en Russie, avec en prime la venue du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ce qui n'a pas manqué de susciter les craintes de l'Ukraine.
  - La réunion aura ainsi permis à V. Poutine de ne pas risquer une arrestation mandatée par la Cour Pénale Internationale, ce qui l'avait dissuadé de rejoindre le sommet 2023 en Afrique du Sud (V. [EIH 27/08/2023](#)).
  - Une preuve que les BRICS ne sont pas nécessairement en rupture avec l'occident sur toute la ligne.
    - S'ils ne s'alignent pas sur les sanctions occidentales envers la Russie pour son invasion de l'Ukraine, le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du sud ne recherchent pas la confrontation avec l'occident assumée par Moscou, ou Beijing.
- Toutefois, V. Poutine, en tant qu'hôte, a profité du sommet pour envoyer deux messages distincts que les occidentaux ne peuvent pas ignorer :
  - La Russie est loin d'être isolée diplomatiquement et économiquement, et les sanctions à son encontre n'auront donc qu'un effet limité.
    - Les pays aux économies en développement ne souhaitent pas s'aligner sur les politiques occidentales américaines et européennes.
    - Elles cherchent à constituer une alternative réminiscente du mouvement non-aligné de la guerre froide.
  - L'alternative se concentre surtout en matière monétaire.
    - Le projet central au programme du sommet cette année a été la création d'un système de paiement alternatif au SWIFT.
    - V. Poutine a fait de la dé-dollarisation de l'économie mondiale un cheval de bataille du sommet, motivé en partie par la survie de l'économie russe.
  - Toutefois, aucun progrès notable n'a été fait sur ce point, l'Inde et le Brésil étant particulièrement réticents à laisser le forum des BRICS devenir une plateforme anti-occidentale et à laisser la Chine prendre l'ascendant sur les échanges entre membres du forum.
    - Ces deux pays ont réitéré leur demande de trouver un accord de paix pour l'Ukraine, un engagement passé presque inaperçu dans le communiqué de fin de sommet jeudi face à la longue condamnation des frappes israéliennes au Liban et en Palestine.
    - Des préoccupations notamment soulevées par deux des nouveaux membres du forum diplomatique, l'Iran et les Émirats Arabes Unis.

Le rayonnement diplomatique du forum a pu être renouvelé également grâce à l'accord passé entre la Chine et l'Inde sur un conflit territorial qui les oppose depuis des décennies. Un rayonnement qui ne peut que profiter à Poutine, décidément pas aussi isolé que ce que les Occidentaux souhaiteraient.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## UKRAINE, RUSSIE, ÉNERGIE, PAS DE PROJET DANS LE PIPE

Malgré les efforts et les ambitions du Green Deal, et contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'UE importe toujours des produits pétroliers et du gaz de la Russie. Comme le souligne le site Contexte, l'UE n'est "pas encore sevrée de l'énergie russe", et elle paie encore environ 2 milliards d'euros par mois à Moscou, selon un document de la Commission européenne présenté aux Vingt-Sept lors du Conseil Énergie du 15 octobre.

- Contexte détaille le contenu : en 2023, l'UE importait toujours 43 milliards de mètres cubes de gaz russe.
  - Les revenus payés à la Russie qui atteignaient 5 à 8 milliards d'euros par mois avant la guerre en Ukraine ont dépassé les 10 milliards mensuels pendant la crise énergétique de 2022.
- Le 1er janvier 2025, un de ces contrat régissant le transit du gaz russe par l'Ukraine prendra fin, ce qui aura d'importantes répercussions sur les exportations de gaz russe restantes vers certains pays de l'Union européenne.
  - Malgré la guerre en Ukraine, le gaz continue d'être acheminé par un gazoduc qui traverse le pays et il n'y a pas eu jusqu'à présent de perturbation significative de ces livraisons de gaz.
  - L'Ukraine, dans le cadre de son incursion dans la région russe de Koursk, a pris le contrôle de la seule station de comptage active pour l'entrée du gaz russe en Ukraine, à Sudzha.
    - Cela n'a pour l'instant emporté aucune conséquence.
- Dans une analyse plus approfondie, le think tank bruxellois Bruegel envisage les scénarios pour l'UE, en particulier pour l'Autriche, la Hongrie et la Slovaquie, où l'itinéraire de transit ukrainien couvrait 65 % de la demande de gaz en 2023.
  - Parmi les scénarios, on trouve le remplacement par une augmentation des importations de GNL.
  - En provenance par exemple des États-Unis, ou encore du Qatar fournisseur important depuis le début du conflit.
    - Mais ce pourrait être du GNL russe.
    - L'Azerbaïdjan pourrait devenir un substitut aussi.
  - Enfin, il n'est pas impossible qu'un nouvel accord entre Ukraine, Russie et UE soit trouvé, ce qui offrirait un élément de négociation à l'Ukraine, qui contrôle la région de transit.



# GREEN DEAL

## RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES SORRY NOT SORRY

Le meilleur moyen de respecter la législation européenne en matière de protection de l'environnement et des droits sociaux, c'est de laisser les autres s'en charger... La Corporate Social Responsibility (CSR) européenne veut s'assurer que les responsabilités environnementales et sociales sont bien assumées tout au long de la chaîne de production. Ce sont les changements majeurs apportés par la CSRD et les normes European Sustainability Reporting Standards (ESRS). Ces nouvelles législations, en imposant des exigences de transparence accrues, visent à responsabiliser les entreprises en particulier celles dont la chaîne de valeur est mondialisée.

- Toutefois, des tensions apparaissent autour de la mise en œuvre de ces textes, à qui il est immédiatement reproché d'entraver la compétitivité des entreprises européennes sur les marchés mondiaux.
  - Le Premier Ministre français, Michel Barnier s'est ainsi ému de ce qu'il appelle une « surtransposition » des règles européennes en France.
    - Il s'agit d'un concept utilisé pour désigner les difficultés hexagonales à appliquer le droit européen.
  - M. Barnier proposait même un "moratoire" sur certaines d'entre elles.
    - Une proposition vivement critiquée par le fondateur du Shift Project, Jean-Marc Jancovici
    - Il y voit le risque de freiner une démarche essentielle pour comprendre l'impact climatique et les dépendances amont et aval des entreprises.
  - Selon un excellent connaisseur du dossier, Abrial Gilbert, qui s'exprime sur son LinkedIn, la manœuvre est assez simple:
    - 1. ne pas remettre en cause les standards, manœuvre trop longue et politiquement coûteuse, mais
    - 2. proposer une exemption provisoire pour certaines catégories d'entreprises (les PME françaises, le Mittelstand allemand), et enfin en
    - 3. bloquer l'adoption des règles de CSRD pour ces catégories, afin de les préserver de l'application du droit européen.
  - Cette manœuvre souligne les défis pour les entreprises françaises, qui peinent à équilibrer leurs efforts de conformité tout en restant compétitives.
    - Ces derniers mois, la fin des surtranspositions était devenue l'une des revendications principales des syndicats agricoles majoritaires.
- En Allemagne aussi, les réglementations sur le devoir de vigilance passent mal.
  - Le chancelier Olaf Scholz vient notamment d'annoncer sa volonté de faire "disparaître" la loi allemande sur le devoir de vigilance et de réduire les obligations de reporting des entreprises.
  - Cette décision pourrait donc remettre en cause fortement les réglementations européennes existantes.
- La Commission européenne a récemment été critiquée pour ses retards dans la régulation des substances dangereuses, une problématique qui touche directement à la CSR.
  - Ces retards mettent en lumière les limites actuelles de la législation en matière de durabilité.
  - Elles posent aussi la question de savoir si l'Union européenne est suffisamment réactive face aux enjeux de santé publique et environnementale.

La CSR en Europe est à un tournant décisif, avec des initiatives ambitieuses comme la CSRD et les ESRS, mais elle se heurte à des obstacles structurels et à des préoccupations de compétitivité nationales très fortes. Comme le dit Jancovici, "peut-on vouloir soigner la fièvre et refuser le thermomètre ?"



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



**FIFA, CJUE, CONCURRENCE,**

## **LA MANO DE DIOS INVISIBLE**

- Le cas des règles de transfert et la plainte sur le calendrier international illustrent la manière dont la FIFA, en tant qu'organisation mondiale, exerce un contrôle considérable sur les clubs et les joueurs, souvent au mépris des principes de concurrence et de libre circulation garantis par le droit européen.
  - Si les règlements de la FIFA sont jugés contraires au droit de l'UE, comme ce fut le cas dans la présente décision, cela pourrait ouvrir la voie à une refonte complète des règles qui gouvernent les relations entre les clubs, les joueurs et les fédérations.
  - La CJUE s'affirme ainsi en tant qu'acteur clé dans la redéfinition du modèle de gouvernance du football mondial.
    - Même les organisations sportives internationales, ayant toujours opéré avec une large autonomie, doivent donc se plier au droit de l'UE.
    - Les juges nationaux européens écarteront, à l'avenir, les règles de la FIFA incriminées.
- Les réglementations économiques européennes prennent alors le pas sur ce que l'on pourrait appeler la souveraineté sportive.
  - C'est un nouveau contentieux qui se développe, débouchant sur de nouveaux précédents, avec une CJUE proactive comme en témoigne l'Affaire European Super League de 2024.
  - Les actions en justice entamées par les concernés amènent le juge européen à redessiner les structures monopolistiques des grandes fédérations sportives et s'orienter vers une transformation du modèle footballistique européen.
- Le cas des règles de transfert et la plainte sur le calendrier international illustrent la manière dont la FIFA, en tant qu'organisation mondiale, exerce un contrôle considérable sur les clubs et les joueurs, souvent au mépris des principes de concurrence et de libre circulation garantis par le droit européen.
  - Si les règlements de la FIFA sont jugés contraires au droit de l'UE, comme ce fut le cas dans la présente décision, cela pourrait ouvrir la voie à une refonte complète des règles qui gouvernent les relations entre les clubs, les joueurs et les fédérations.
  - La CJUE s'affirme ainsi en tant qu'acteur clé dans la redéfinition du modèle de gouvernance du football mondial.
    - Même les organisations sportives internationales, ayant toujours opéré avec une large autonomie, doivent donc se plier au droit de l'UE.
    - Les juges nationaux européens écarteront, à l'avenir, les règles de la FIFA incriminées.
- Les réglementations économiques européennes prennent alors le pas sur ce que l'on pourrait appeler la souveraineté sportive.
  - C'est un nouveau contentieux qui se développe, débouchant sur de nouveaux précédents, avec une CJUE proactive comme en témoigne l'Affaire European Super League de 2024.
  - Les actions en justice entamées par les concernés amènent le juge européen à redessiner les structures monopolistiques des grandes fédérations sportives et s'orienter vers une transformation du modèle footballistique européen.